



EUROMÉDITERRANÉE
Établissement Public d'Aménagement – Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Travaux de réalisation des espaces publics de la place Gèze – 1ère phase

Caractéristiques principales du marché



Marchés conclus à prix unitaires



Exécution par ordre de service



Délai global d'exécution des travaux de 39 mois



Prix unitaires avec révision des prix mensuelle au service fait

Sommaire

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet de l'opération et emplacement des travaux	4
1.2 Forme du marché public et allotissement	4
1.3 Tranches optionnelles	4
1.4 Durée du marché	4
1.5 Parties contractantes	4
1.6 Autres intervenants	6
1.7 Sous-traitance	7
1.8 Ordres de services	7
1.9 Confidentialité	7
1.10 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	7
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES	8
2.1 Pièces particulières	8
2.2 Pièces générales.....	8
ARTICLE 3 : DELAIS ET PENALITES.....	9
3.1 Délais d'exécution	9
3.2 Retenues provisoires et pénalités	13
ARTICLE 4 – REALISATION DES OUVRAGES	16
4.1 Période de préparation	16
4.2 Plan d'assurance qualité	17
4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	17
4.4 Sécurité et hygiène du chantier	17
4.5 Aspect des travaux en site urbain	18
4.6 Aspect des travaux en site urbain ancien	18
4.7 Aspect des travaux à proximité d'un cours d'eau naturel	18
4.8 Rendez-vous de chantier.....	18
4.9 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire	19
4.10 Exécution aux frais et risques	19
4.11 Dépenses d'intérêt commun – compte prorata.....	19

ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	19
5.1 Forme et contenu des prix	19
5.2 Variation des prix	20
5.3 Avance.....	21
5.4 Prestations supplémentaires ou modificatives	21
5.5 Augmentation du montant des travaux	22
5.6 Retenue de garantie.....	22
5.7 Paiement	22
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	27
6.1 Clause environnementale	27
6.2 Clause d’insertion sociale.....	27
ARTICLE 7 – RECEPTION ET GARANTIES	27
7.1 Réception	28
7.2 Garanties.....	28
ARTICLE 8 – DIFFERENDS / LITIGES	29
ARTICLE 9 – RESILIATION.....	29
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	30
Annexe : contenu des prix	31

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'opération et emplacement des travaux

Les travaux ont pour objet la réalisation des espaces publics de la place Gèze – 1ère phase.

Les descriptions des ouvrages et les spécifications techniques des travaux sont détaillées dans les CCTP et leurs annexes.

1.2 Forme du marché public et allotissement

Il s'agit d'un marché public ordinaire conclu à prix unitaires conformément à l'article R2112-6 1° du code de la commande publique.

Les travaux sont divisés en 3 lots comme suit :

- Lot 1 – VRD (réseaux, aménagements de surface...), Génie Civil, Terrassements, Mobilier
- Lot 2 – Eclairage public, Signalisation Tricolore et Fibre Optique
- Lot 3 – Espaces Verts
- Lot 4 – Serrurerie

A noter : le lot 3 relatif aux travaux d'aménagement des espaces verts a été attribué lors d'un précédent appel d'offre , à l'entreprise PAYSAGE S MEDITERRANEENS.

En outre, une consultation sera également lancée ultérieurement concernant l'ensemble des travaux induits à l'intérieur du bâtiment PEM Gèze (référéncé MS10 dans les pièces du marché) .

1.3 Tranches optionnelles

Il avait été envisagé initialement la présence d'une tranche optionnelle.

In fine, Euroméditerranée a fait le choix de la supprimer. Toutes les éventuelles mentions relatives à une tranche optionnelle dans les pièces techniques sont sans objet.

1.4 Durée du marché

Chaque marché débutera à compter de sa notification et s'achèvera au terme du délai de garantie de parfait achèvement, soit 12 mois à compter de la réception des travaux, le cas échéant prolongée.

1.5 Parties contractantes

1.5.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.5.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

1.5.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.5.2.2. Remplacement d'un cotraitant défaillant

En application des articles R. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, le mandataire du groupement pourra proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les cas limitatifs suivants :

- Si l'un des co-traitants cesse son activité, s'il se trouve dans une situation de défaillance économique, s'il décède ou s'il est frappé d'incapacité civile ;
- Ou si un des cotraitants est défaillant dans l'exécution de ses prestations.

Le mandataire propose sans délai à l'acheteur l'une des solutions suivantes :

- Soit de réaliser lui-même les prestations qui restent à réaliser par le membre défaillant du groupement ;
- Soit de faire réaliser ces prestations par un autre membre du groupement ;
- Soit de présenter un sous-traitant ;
- Soit de proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement à la place du membre défaillant.

Ce choix est soumis à la validation de l'acheteur, notamment au vu de l'aptitude des autres membres du groupement à assurer la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions contractuelles convenues.

Si un tiers est présenté (nouveau sous-traitant ou cotraitant), celui-ci produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent accord-cadre pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Un avenant est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des cotraitants. Cet avenant détermine la nouvelle composition du groupement.

Par ailleurs, en cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants, l'acheteur conserve dans tous les cas la possibilité de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 11 de ce CCAP.

1.6 Autres intervenants

1.6.1 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'entreprises pluridisciplinaire représenté par son mandataire :

Groupement INGEROP / MDP /STOA
dont le mandataire, INGEROP, est établi :
7, rue du Devoir
CS 80506
13344 Marseille Cedex 15

La mission du maître d'œuvre est constituée des éléments suivants :

Missions de base	<ul style="list-style-type: none">- Avant-Projet (AVP) ;- Etudes de Projet (PRO) ;- Assistance à la passation des marchés de travaux (ACT) ;- Visa des études d'exécution (VISA) ;- Direction de l'exécution des travaux (DET) ;- Assistance aux opérations de réception (AOR) ;
Missions complémentaires	<ul style="list-style-type: none">- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

1.6.2 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique est effectué par l'entreprise :

DEKRA (INSPECTION) INDUSTRIAL
Agence Bouches du Rhône
Domaine de la Vallée Verte
Bâtiment Bourbon 1 -BP 40038R
ue de la Vallée Verte
13367 MARSEILLE Cedex 11

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- AV : relative à la stabilité des constructions avoisinantes
- ENV : relative à l'environnement
- L : relative à la solidité des ouvrages
- LE : relative à la solidité des existants
- S : relative à la sécurité en matière de chutes des personnes

1.6.3 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

L'opération est classée en Catégorie 1.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement.

1.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

1.8 Ordres de services

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen de communication permettant d'en attester la date certaine de réception (remise en main propre, fax, LRAR, lettre recommandée électronique classique ou envoyée par la plateforme de dématérialisation PLACE ou e-mail de l'entreprise en accusant expressément réception).

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire a des réserves sur un ordre de service il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage, dans un délai de 7 jours.

1.9 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-Travaux en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

1.10 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par ordre de priorité décroissante, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Bordereau des Prix Unitaires, Détail Quantitatif estimatif et, le cas échéant, tableau de répartition entre cotraitants) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières commun aux deux lots et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot et ses annexes ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) et plus particulièrement le Fascicule 35 « Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air » du CCTG applicable aux marchés publics de travaux de génie civil tel qu'approuvé par l'arrêté du 7 octobre 2021. En la matière, il convient de se référer aux CCTP commun et propres à chaque lot qui détaillent l'ensemble des fascicules et normes applicables pour chaque type de prestation, sans que cette liste soit pour autant exhaustive ;
- Les avis techniques du C.S.T.B et des assurances pour les procédés de construction ou matériaux donnant lieu à de tels avis.
- La norme NF P03-001, en ce qui concerne les dispositions relatives aux dépenses d'intérêt commun - compte prorata.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Les dérogations au CCAG-Travaux sont récapitulées à l'article 10 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 : DELAIS ET PENALITES

3.1 Délais d'exécution

3.1.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à 39 mois (y compris période de préparation de 3 mois)

Il court à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

L'exécution des travaux se fait dans un contexte urbain dense et sujet à une évolution urbaine rapide. Le délai d'exécution tient compte de ce contexte et en particulier des opérations connexes (construction d'îlot bâti ou aménagement urbain et génie civil). Il est établi sur la base de principes de phasage qui tiennent compte de ces contraintes extérieures et du maintien en continu des circulations et usages.

La réalisation de l'ouvrage est conditionnée par le respect des délais partiels (dits « jalons ») suivants :

Jalon	Travaux concernés	Date du jalon	Lot concerné
Jalon n°1	Réalisation complète des murs de soutènement (y compris fondation et équipements associés) le long de l'avenue Felix Zoccola de la partie la plus au sud à l'accès pompier (escalier).	Achèvement des travaux au plus tard 5 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1
Jalon n°2	Réalisation complète des murs de soutènement (y compris fondation et équipements associés) le long de l'avenue Felix Zoccola de l'accès pompier (escalier) jusqu'au dernier ouvrage au nord. La réalisation du mur de soutènement sous la dalle de l'accès bus est également associée à ce jalon.	Achèvement des travaux au plus tard 7 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1
Jalon n°3	Ouverture au public de la nouvelle passerelle d'accès au métro M2 depuis l'avenue Felix Zoccola et des dispositions associées (remblaiement de l'avenue Felix Zoccola jusqu'au niveau de la nouvelle passerelle, soutènement du remblai de l'avenue Zoccola sur la partie ouest, pose du portail Lot 3).	Achèvement des travaux au plus tard 9 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1 et lot 4
Jalon n°4	Ouverture à la circulation sans restriction de l'avenue Felix Zoccola.	Achèvement des travaux au plus tard 18 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1, lot 2 et lot 4
Jalon n°5	Libération de l'emprise foncière du lot à bâtir Gèze 02 de tout travaux et de toute occupation.	Achèvement des travaux au plus tard 18 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1
Jalon n°6	Libération de l'emprise foncière du cœur de la future place Gèze de tout travaux et de toute occupation après réalisation des remblais, des réseaux et des revêtements au sol.	Achèvement des travaux au plus tard 21 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux	Lot 1

3.1.2 Contraintes des travaux en lien avec l'exécution d'autres travaux à proximité

Ce calendrier devra impérativement respecter les contraintes suivantes qui si elles n'ont pas valeurs de jalons demeurent des impositions invariables à l'exécution du présent marché :

Contraintes	Contraintes concernées	Date de la contrainte
Contrainte n°1	Mise en service de la nouvelle issue de secours déportée sur la façade Est du PEM Gèze par le marché de travaux Lot 1-MS10.	Au plus tôt 3 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°2	Abandon de l'accès actuel au parking P+R et mise en service de l'ouvrage d'art d'accès au P+R au-dessus du cadre des Aygalades.	Au plus tôt 4 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°3	Consolidation des remblais exécutés par le marché de travaux de couverture des Aygalades à la valeur cible de 2 cm de tassements résiduels.	Au plus tôt 21 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°4	Réalisation de l'ouvrage de jonction exécuté par le marché de travaux de couverture des Aygalades.	Au plus tôt 9 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°5	Obligation de maintenir l'accès à l'avenue Felix Zoccola aux équipes de travaux en charge de la couverture des Aygalades afin de récupérer les matériaux stockés sur les terrains adjacents.	Durant une période de 13 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°6	Condamnation par le marché de travaux Lot 1-MS10 de l'escalier existant à l'angle nord-ouest du bâtiments Gèze et comblement de la trémie du bâtiment	Au plus tôt 8 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°7	Modification des trappes d'accès métro le long du boulevard Gèze sur l'esplanade devant le bâtiment Casino.	Au plus tôt 10 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°8	Intervention des concessionnaires de réseaux pour la déviation des réseaux dans le cadre du marché de travaux de couverture des Aygalades (zone d'emprise et présence des zones de tirage)	Période de 5 mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°9	Ouverture au public du nouvel accès Nord-Ouest possible (porte accordéon posée par MS10 et en service)	Au plus tôt 11mois après l'ordre de service de démarrage des travaux
Contrainte n°10	Intervention des concessionnaires de réseaux pour la déviation des réseaux dans le cadre du remblai (réalisation de pose de réseaux en pleine terre pour ENEDIS, tirage de câbles pour les opérateurs Telecom...)	4 mois d'intervention au globale avec des interventions par phases

En outre, les contraintes majeures d'interface entre les travaux et l'exploitation métro de la ligne M2 au niveau du PEM Gèze sont décrites au paragraphe suivant et sont applicables.

3.1.3 Contraintes des travaux en lien avec l'exploitation du métro M2

En préambule, il est défini comme suit :

- Nuit longue Type 1 : période de travaux sans exploitation du métro et consignation de l'ensemble des voies entre 22h30 et 4h30 les journées de lundi, mardi, mercredi et jeudi. Cette période intègre les périodes d'installation et de repli du chantier.
- Nuit longue Type 2 : période de travaux avec exploitation du métro sur les voies principales et consignation des voies de maintenance entre 22h30 et 4h30 les journées de lundi, mardi, mercredi et jeudi. Cette période intègre les périodes d'installation et de repli du chantier. Ces nuits seront uniquement dédiées aux travaux des murs M01-M02-M03-M13-M14
- Nuit courte : période de travaux sans exploitation du métro et consignation de l'ensemble des voies entre 01h30 et 4h30 les journées de lundi, mardi, mercredi et jeudi. Cette période intègre les périodes d'installation et de repli du chantier.

A noter que ces heures sont indicatives et dépendent des heures effectives des consignations des voies opérées par les agents de la RTM.

Dans le cadre de ce marché, les contraintes suivantes doivent être prises en compte :

Contraintes	Contraintes concernées	Date de la contrainte
Contrainte n°11	Travaux en nuits longues Type 2	Période de 6 mois à compter du démarrage des travaux
Contrainte n°12	Travaux en nuits longues Type 1 ou nuits courtes	Période de 3 mois à compter de 6 mois après démarrage des travaux

A noter que dans les périodes évoqués ci-avant, certaines nuits entre le lundi et le jeudi pourront ne pas bénéficier de ces régimes dérogatoires à l'exploitation du métro M2 compte tenu de l'impératif de garantir un service public de mobilité performant lors de la présence de grands événements sportifs et culturels sur la ville de Marseille.

En outre, lorsque la RTM aura la nécessité d'opérer des travaux urgents sur les voies pour garantir l'exploitation du métro le lendemain, leurs travaux s'avèrent prioritaires sur ceux réalisés pour le compte de tiers comme Euroméditerranée.

Le nombre de ces jours dérogatoires prévisibles sur les périodes visés ci-avant est de 15 unités et n'ouvrent droit à aucune compensations financières.

Le titulaire est informé qu'il devra au sens large se conformer aux règles de sécurité établies et définies par la RTM pour œuvrer à l'intérieur et à proximité du PEM Gèze. Il sera nécessaire d'établir un plan de prévention avec la RTM avant d'engager les travaux et l'ensemble des dispositions méthodologiques et de sécurité devront s'y conformer.

3.1.4 Intempéries prévisibles

Les délais d'exécution des travaux pourront être prolongés si des phénomènes naturels dépassent des seuils d'intensité suivants :

Nature du phénomène	Intensité limite	Tâches concernées
Pluie	50 mm sur 24h entre 6h et 18h	Toutes
Vent	70km/h en rafales	Toutes
Froid	Température moyenne de la journée inférieure à -3°	Toutes
Neige	10cm sur 24h	Toutes

Le lieu de référence pour ces mesures est la station météorologique de Marseille - Corniche, et le titulaire doit fournir des rapports météorologiques pour justifier chaque journée d'intempéries.

La durée de la prolongation sera égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries, en défalquant, **36 journées d'intempéries réputées prévisibles** sur toute la durée du marché.

3.1.5 Calendrier détaillé d'exécution

Le marché notifié comporte un calendrier prévisionnel d'exécution (planning projet de l'opération).

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre, au titre de sa mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier.

En cas de réserves des entreprises, et jusqu'à l'obtention d'un accord entre les titulaires, le calendrier prévisionnel corrigé par le MOE continue de s'appliquer.

Ce calendrier sert de référence pour identifier d'éventuels retards et appliquer les retenues et pénalités.

Si nécessaire, le calendrier détaillé des travaux peut être modifié par un nouvel ordre de service.

Lorsque la modification du calendrier fait suite à un retard d'un ou plusieurs lots, la notification du nouveau calendrier ne vaut pas nécessairement abandon des retenues et/ou pénalités de retard à l'encontre de l'entreprise responsable.

3.1.6 Délais de remise des documents et échantillons

En plus des délais mentionnés au CCAG-Travaux, les documents devront être remis dans les délais indiqués ci-après. Ces délais courent à compter de l'OS prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Les différents délais par nature de document sont les suivants :

Document	Délai
PPSPS du titulaire	2 semaines
PET (Programme d'Exécution des Travaux, comprenant les matériels et méthodes et le Projet d'Installation de Chantier)	3 semaines
Plans d'exécution des ouvrages soumis au VISA de la MOE	4 semaines
Plan d'assurance qualité	2 semaines
SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets)	3 semaines
Planning détaillé d'exécution (études et travaux)	2 semaines
Mise en place du panneau de chantier suivant maquette MOA (fichier exemple fourni par la MOA, fichier BAT à fournir au MOA pour validation)	4 semaines
Accostage financier basé sur les études d'exécution (pré-métrés)	5 semaines
Inspection télévisuelle des différents réseaux gravitaires existants	5 semaines
Récépissé de dépôt des arrêtés de circulation	4 semaines
Réalisation d'un levé topographique contradictoire	4 semaines
Echantillons et planches d'essais (voir CCTP de chaque lot)	4 semaines

3.2 Retenues provisoires et pénalités

En complément et par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, cette clause précise les pénalités applicables en cas de manquements par le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, non révisables, et s'appliquent sans mise en demeure préalable, sauf indication contraire dans le présent CCAP.

Tous les jours sont comptés en jours calendaires.

Il est également précisé que le montant des pénalités n'est pas plafonné.

3.2.1 Retenues provisoires

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre sur une tâche critique ou devenue critique du calendrier détaillé d'exécution des travaux, une retenue provisoire de 5400 € pour le Lot 1 et de 1000€ pour les lots 2 et 3, sans mise en demeure préalable, pourra être appliquée à l'entreprise responsable du retard par jour calendaire de retard.

Ces retenues sont levées si le titulaire achève ses prestations dans le délai correspondant au jalon ou à la date d'achèvement des travaux prévu.

3.2.2 Pénalités pour retard

S'il est constaté un retard sur le délai correspondant au jalon ou sur la date d'achèvement des travaux, les retenues provisoires susmentionnées seront transformées en pénalités.

Les retards additionnels seront pénalisés par une pénalité de 5400 € pour le Lot 1 et de 1000€ pour les lots 2 et 3 par jour calendaire.

Les retards seront mesurés entre la date prévue d'achèvement (jalon ou délai global) indiquée au calendrier détaillé d'exécution et la date réelle constatée contradictoirement entre les parties.

3.2.3 Pénalités pour manquement

Objet	Pénalité encourue en €
Absence à une réunion (hors réunion sur la clause sociale)	200 € par absence
Non recevabilité de documents	200 € par document
Erreur significative dans un récolement	200 € par jour avant correction du document à partir de l'avis émis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage signifiant l'erreur significative
Ordre de service non exécuté	300 € par jour calendaire de non-exécution des dispositions demandées dans l'OS
Travail dissimulé (non-respect du Code du travail)	10 % du montant du marché
Non déclaration d'un sous-traitant	1000 € par manquement observé
Non-respect des préconisations techniques du maître d'œuvre, du CT et/ou du SPS, relevant de la sûreté des usagers et riverains du site	1 000 € par manquement observé
Non communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants à l'Acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande (article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux)	100 € par jour calendaire de retard à défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'Acheteur, par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux
Absence de production du schéma d'organisation et de gestion des déchets visé à l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux ou des éléments attestant de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier visé à l'article 36.2.2 du même CCAG	500 € par jour calendaire de retard à défaut d'avoir produit les éléments à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'Acheteur
Retard dans la fourniture des documents et échantillons en phase de période de préparation (voir paragraphe 3.1.4 du présent CCAP)	250 € par jour calendaire de retard et par document, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
Retard dans la fourniture des documents de récolement à l'issue de la réalisation des travaux	400 € par jour calendaire de retard et par document, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux. Les documents de recollement sont requis 15 jours avant la date de réalisation des OPR.
Retard dans la levée des réserves émises lors de la réception ou pendant le délai de garantie de parfait achèvement	Pénalité de 400 € par jour calendaire de retard et par réserves non levées jusqu'à la levée de l'ensemble des réserves

Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	400 € par jour calendaire de retard
Carence dans la production des documents requis au titre de la Sécurité et de la Protection de la Santé ou dans leur application	Pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard constaté dans la remise des documents à produire, ou par infraction constatée par rapport aux consignes d'hygiène et sécurité et aux dispositions du PGC.
Non-respect hygiène et sécurité avant mise en demeure	400 € par infraction
Non-respect hygiène et sécurité après mise en demeure	800 € par infraction
Abattage d'arbres non autorisé ou dégradations de végétaux existants	Pénalité de 5000 € par arbre ou végétaux constaté
Non-respect convocations ou demandes d'interventions écrites	400 € par demande
Non-respect des prescriptions de limitation de bruits et vibrations	400 euros par infraction constatée
Non-respect des préconisations techniques du maître d'œuvre, du CT et/ou du SPS, relevant de la sureté des usagers et riverains du site	1000 euros par infraction constatée
Carences dans la prise de possession du terrain et des emprises	- Etat défectueux de la clôture, non-conformité d'aspect, de constitution ou de hauteur /Absence du panneau d'information public : Par jour ouvrable : 450 € - Non-conformité des installations de chantier sur le plan approuvé par le Maître d'œuvre Par jour ouvrable : 450 € -Non-conformité de l'emprise lors de la restitution Par jour ouvrable : 500 €
Carence dans la remise en place des signalisations de voirie	Par jour ouvrable : 500 €
Lot 1 VRD, GC, Terrassements et mobiliers uniquement : Non-respect des prescriptions de clôture empêchant les accès à la partie métro du PEM Gèze	3000 euros par infraction constatée
Lot 1 VRD, GC, Terrassements et mobiliers uniquement : Présence d'un encombrant ou déchet ou matériaux sur les voies métro	3000 euros par infraction constatée
Non-respect des règles de fonctionnement et l'exploitation du pole BUS du PEM Gèze (empêchement des entrées et sorties)	1500 euros par infraction constatée
Non-respect des périodes horaires de travaux à proximité du métro (avant et après la période autorisée)	3000 euros par infraction constatée
Carence dans l'exécution des stipulations du SOGED	Pénalité de 1500 € par jour ouvrable d'infraction constatée.
Carence dans l'exécution des stipulations du PAQ	Pénalité de 1500 € par jour ouvrable d'infraction constatée.
Non-respect des dispositions écrites dans la note d'organisation de chantier et pour non-respect des dispositions Il s'agira là notamment : <ul style="list-style-type: none"> des défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier ; des défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voiries publiques (*), des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention des défaut d'enlèvement de déchets de chantier ; des défauts de signalisation ou protection efficace pour les travaux effectués sur le domaine public ; dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockage indiquées dans le Plan d'Installation de Chantier) ; en cas de nuisances autre que les bruits décrits au § suivant du présent CCAP ; et du non respect de la législation concernant la sécurité et notamment carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone chantier des zones d'enseignement, des matériels de chantier, permis feu, etc. (*) Par voirie publique, on entend l'intégralité des voiries empruntées par les engins de chantier dans le cadre de cette opération	Pénalité de 1000 € pour chaque constat de non-respect des dispositions 500 € par jour calendaire de retard en cas de mise en demeure non suivi d'effet

NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	
Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire	60 € par heure d'insertion non réalisée
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	100 € par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	100 € par absence après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence
NON RESPECT DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER	
Sensibilisation du personnel aux risques environnementaux et aux mesures à mettre en œuvre. Réalisation d'un ¼ environnement à chaque démarrage de phase de travaux et après chaque indicent.	Pénalité de 500 € par infraction constatée (ces éléments devant être consignés dans le journal de chantier)
Aménagement et entretien d'aire d'entretien et d'approvisionnement de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect des zones de stockage et de dépôts des déchets validés dans le plan d'installation de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Evacuation des déchets systématiques en fin de journée	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Entretien des zones de stockage et de dépôts des déchets	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Triage et valorisation des déchets comme demandé au CCTP	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'interdiction de procéder au brûlage, l'enfouissement ou l'incinération de déchets (sauf spécificité liée au chancre coloré)	Pénalité de 1500 € par infraction constatée
Respect de l'interdiction des déversements sur le sol ou dans l'eau (MES, laitances du béton, déchets, produits divers...)	Pénalité de 5000 € par infraction constatée
Respect du stockage des produits dangereux dans des bacs de rétention dans l'enceinte de l'installation de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Présence d'un kit-antipollution sur les zones de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Présence d'un dossier sur l'entretien des engins de chantier (liste du matériel, date de mise en service, date des entretiens)	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'imposition d'arroser les zones de remblaiement par temps secs	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'obligation de bâcher les véhicules les camions et gérer efficacement les stocks de matériaux pour éviter les envols de poussière	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de la limitation de vitesse à 20 km/h dans le chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect des horaires de travaux prescrits dans les arrêtés	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect du niveau de bruit vis-à-vis de la réglementation, mise à disposition d'engins de chantier récents (postérieur à 2002)	Pénalité de 500 € par infraction constatée

ARTICLE 4 – REALISATION DES OUVRAGES

4.1 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 3 mois à compter de l'ordre de service prescrivant son démarrage.

La participation du titulaire à chacune des réunions de chantier susceptibles d'être organisées durant la période de préparation est obligatoire.

Il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG-Travaux aux opérations suivantes :

Intervenant	Tâche à réaliser
Maître d'œuvre – OPC	<ul style="list-style-type: none">• Remise au titulaire des modèles de décomptes mensuels ;• Communication au titulaire du système de numérotation des plans et du circuit de diffusion des documents ;• Etablissement des outils de suivi des visas des documents d'exécution
Titulaire du présent marché	<ul style="list-style-type: none">• Etablissement et envoi de la déclaration d'intention de commencement des travaux aux diverses administrations et établissements concernés conformément à la Circulaire du 30 octobre 1979 ;• Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux (PET), conformément à l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux• Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier (PIC), y compris les raccordements nécessaires aux alimentations en eau, électricité et télécommunication du chantier, et des ouvrages provisoires.• Etablissement du programme des études d'exécution (PEE)• Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages précédemment validé par l'ensemble des membres d'un éventuel groupement• Etablissement du SOPAQ et du PAQ ou de leur actualisation si ceux-ci ont été fournis à l'offre. Ils doivent comprendre notamment :<ul style="list-style-type: none">- une note d'organisation du chantier : personnel d'encadrement, moyens généraux en matériel ;• Etablissement des plans de phasage, le maintien des usages et les contraintes extérieures avec les modes opératoires permettant l'étude de ce phasage• Etablissement et mise au point du SOPRE (Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement) comprenant notamment :• Etablissement et mise au point du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier).• Elaboration d'un calendrier des engagements financiers.• Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers

	<p>doivent être remis au coordonnateur SPS ; leur absence fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> •Etablissement et mise au point du calendrier précisant la ventilation du volume d'heures concernant les mesures d'ordre social sur la durée du marché en respectant a minima le nombre d'heures sur lesquelles le titulaire s'est engagé. •Etablissement des constats d'huissiers pour tous les ouvrages publics ou privés susceptibles d'être touchés pendant les travaux. Le titulaire sera tenu de fournir le constat d'huissier dématérialisé. •Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des notes de calcul permettant de justifier le maintien des mitoyens ainsi que celles permettant de dimensionner les confortements. •Etablissement et fourniture du panneau de chantier et du panneau de communication conformément à la charte graphique de l'EPAEM, et le modèle défini. Les fichiers sources correspondant seront transmis au maître d'ouvrage.
--	---

4.2 Plan d'assurance qualité

Le titulaire devra établir un plan d'assurance qualité.

Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) explicite les dispositions adoptées par l'entrepreneur pour obtenir la qualité requise et les principales modalités du contrôle interne et externe.

Les dispositions relatives au PAQ sont précisées dans les CCTP commun.

4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les études d'exécution sont entièrement réalisées et financées par le titulaire. Elles incluent les levés topographiques, campagnes géotechniques et sondages destructifs nécessaires à l'exécution du chantier.

Ces études sont soumises au visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et à l'avis du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions du marché.

Elles doivent être soumises à temps pour obtenir les plans visés au moins 20 jours avant le début des travaux. Toute modification tardive sera prise en compte dans la limite du possible.

4.4 Sécurité et hygiène du chantier

En complément des dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux, il est demandé au titulaire de désigner une personne nommé « correspondant de sécurité » et de l'équiper d'un téléphone portable joignable par tous les intervenants du chantier. Il aura toute autorité pour faire appliquer les consignes, en termes d'hygiène et de sécurité, données par le maître d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs de sécurité sur le site.

Le titulaire devra fournir à l'EPAEM, avant la date prescrite pour le commencement des travaux, une liste nominative des personnes qui exécuteront les prestations et signalera tout changement de personne au moins 24h à l'avance.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle indésirables en précisant le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et y compris ses sous-traitants conformément à l'article 31.5.1 du CCAG travaux.

4.5 Aspect des travaux en site urbain

Outre les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité, le titulaire est soumis au respect des prescriptions suivantes :

- **Identification de l'entreprise** (art. 31.1.4 du CCAG-Travaux) : L'entreprise doit être identifiable en permanence par le public grâce à des panneaux d'information agréés par le maître d'œuvre, mentionnant sa raison sociale, son adresse et **son numéro de téléphone**.
- **Clôture des installations de chantier** (art. 31.4.1 du CCAG-Travaux) : Les installations doivent être sécurisées par des clôtures agréées par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, adaptées à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée.
- **Propreté des locaux et installations annexes** (art. 31.4.2 du CCAG-Travaux) : Le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les locaux et installations annexes du chantier, y compris leur aspect extérieur (désaffichage et remise en peinture si nécessaire).
- **Entretien des véhicules et engins de chantier** (art. 31.6 du CCAG-Travaux) : Les véhicules et engins doivent être facilement identifiables, bien entretenus et propres, y compris en sortie de chantier grâce à un dispositif adapté.
- **Gestion des déchets** (art. 37.1 du CCAG-Travaux) : Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les dépôts de déchets sauvages sur le chantier.

Ces mesures sont prises spontanément par le titulaire. A défaut, le maître d'œuvre prescrit, par ordre de service, l'exécution des travaux de propreté manquants et le délai dans lequel ils doivent être exécutés.

4.6 Aspect des travaux en site urbain ancien

Le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions inscrites dans les CCTP concernant les moyens et méthodologies de réalisation des travaux à proximité du PEM Gèze et notamment des ouvrages métro. En effet, ces derniers requièrent des précautions notamment sur l'aspect vibratoires pour ne pas endommager les structures existantes et garantir le bon fonctionnement de cette infrastructure de mobilité métropolitaine.

Il est rappelé dans les documents techniques, le caractère impératif de mettre en œuvre tout au long du chantier un dispositif de suivi des vibrations et déplacements des structures avec alertes sur la base des seuils définis.

En cas de dépassement des seuils, le titulaire devra respecter un temps d'arrêt pour revoir sa méthodologie d'intervention et s'assurer de l'absence de dégât. Le dépassement éventuel des seuils donnera lieu à un signalement dans le journal de chantier et auprès du maître d'œuvre.

4.7 Aspect des travaux à proximité d'un cours d'eau naturel

Le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions inscrites dans les CCTP concernant les démarches environnementales. En effet, les réseaux pluviaux actuels et à venir du site d'intervention sont directement raccordés au ruisseau des Aygalades (fleuve côtier méditerranéen dont l'estuaire se situe dans le GPMM). Toute pollution émise dans les eaux pluviales ne pourra donc être gérée en amont et constituera une pollution du milieu naturel avec les implications pénales associées.

4.8 Rendez-vous de chantier

Le titulaire doit assister aux rendez-vous de chantier organisés par la maîtrise d'œuvre ou y déléguer un représentant habilité à l'engager et à donner les instructions nécessaires.

Toute absence ou délégation à une personne insuffisamment qualifiée engage sa responsabilité, notamment pour les dommages éventuels, et sera mentionnée dans le rapport de chantier.

Un rapport, rédigé par la maîtrise d'œuvre après chaque réunion, est diffusé à toutes les entreprises. La présence de certains sous-traitants peut être exigée.

4.9 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché est résilié par application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le titulaire doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installation réalisés et ce, jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

L'EPAEM pourra faire procéder à toutes mesures de gardiennage et de mise en sécurité aux frais et risques du titulaire.

4.10 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas réalisé les travaux prévus dans le cadre du présent marché, dans le délai fixé par ordre de service et après constat du maître d'œuvre, ce dernier le met en demeure d'exécuter les travaux concernés dans un nouveau délai qu'il détermine.

À l'expiration de ce nouveau délai, le maître d'ouvrage peut faire exécuter les travaux aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG, le surcoût engagé par le maître d'ouvrage sera déduit des sommes dues au titulaire pour les prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le montant initialement prévu pour les prestations confiées au titulaire et le montant effectivement payé pour leur exécution par un tiers.

L'EPAEM se réserve également le droit de renoncer à la réalisation des prestations, moyennant une réfaction équivalente appliquée au titulaire défaillant.

4.11 Dépenses d'intérêt commun – compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans le présent marché sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata ». Ce dernier est géré et réglé conformément aux dispositions de l'article 14 de la norme NF P03-001.

ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Forme et contenu des prix

Les marchés sont passés à prix unitaires.

A ce titre, les travaux seront réglés par les prix unitaires indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement exécutées.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix indiqués dans le BPU doivent comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux.

Le titulaire doit également y intégrer les contraintes et caractéristiques inhérentes à la présente opération, telles que listées en annexe du présent CCAP.

Il est précisé que l'EPAEM n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

5.2 Variation des prix

Les prix sont révisables mensuellement selon les modalités fixées ci-après.

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

Pour le lot 1 : VRD (réseaux, aménagements de surface...), Génie Civil, Terrassements, Mobilier

$$P_n = P_0 \times (0,271 \cdot TP_{01n}/TP_{01o} + 0,122 \cdot TP_{02n}/TP_{02o} + 0,229 \cdot TP_{03an}/TP_{03ao} + 0,114 \cdot TP_{04n}/TP_{04o} + 0,164 \cdot TP_{08n}/TP_{08o} + 0,100 \cdot TP_{10f}/TP_{10o})$$

Avec:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn = prix révisé ;
- TP = Index Travaux publics ou Bâtiments publics tels qu'indiqués dans le tableau produit ci-après ;
- o = Valeur des indices de référence au mois « Mo », correspondant à la date limite de la remise des offres de l'accord-cadre
- n : Valeur de l'indice au mois « n » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Indice INSEE de révision

- TP01 – Index général tous travaux – Base 2010 - Identifiant 001711007
- TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 - Identifiant 001710987
- TP03a – Index Travaux Publics - Grands terrassements - Base 2010 - Identifiant 001710988
- TP04 - Fondations et travaux géotechniques - Base 2010 - Identifiant 001710990
- TP08 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010 - Identifiant 001710996
- TP10f - Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux - Base 2010

Pour le lot 2 : Eclairage public, Signalisation Tricolore et Fibre Optique

$$P_n = P_o \times (TP_{12bn}/TP_{12bo})$$

Avec:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn = prix révisé ;
- TP = Index Travaux publics ou Bâtiments publics tels qu'indiqués dans le tableau produit ci-après ;
- o = Valeur des indices de référence au mois « Mo », correspondant à la date limite de la remise des offres de l'accord-cadre
- n : Valeur de l'indice au mois « n » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Indice INSEE de révision

- TP12b - Éclairage public - Travaux d'installation - Base 2010 – identifiant 001711003
- TP12d - Réseaux de communication en fibre optique - Base 2010 – identifiant 001796841

Pour le lot 4 : Serrurerie

$$P_n = P_o \times ((BT42n/BT42o)$$

Avec:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- TP = Index Travaux publics ou Bâtiments publics tels qu'indiqués dans le tableau produit ci-après ;
- o = Valeur des indices de référence au mois « Mo », correspondant à la date limite de la remise des offres de l'accord-cadre
- n : Valeur de l'indice au mois « n » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Indice INSEE de révision
• BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010 – identifiant 001710975

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

5.3 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5% du montant du marché.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

5.4 Prestations supplémentaires ou modificatives

Il est fait application de l'article 13 du CCAG Travaux sous réserve des précisions ci-dessous.

Les prix nouveaux sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur au mois de leur établissement. Pour faciliter le traitement des paiements (notamment l'application de la clause de révision des prix), les ordres de service fixant des prestations supplémentaires ou modificatives ajusteront les prix nouveaux aux conditions économiques du marché (mois Mo de l'accord-cadre).

Postérieurement à la date d'achèvement de l'ouvrage, les OPR pourront être l'occasion de demandes de travaux supplémentaires.

A cet égard, le marché autorise la notification de prestations supplémentaires par ordre de service jusqu'à la date de notification de la décision de réception par le maître d'ouvrage. Les conditions de réception de ces travaux supplémentaires sont détaillées à l'article 8.1 du présent CCAP.

5.5 Augmentation du montant des travaux

Les présentes dispositions se substituent à l'article 14 du CCAG Travaux.

Le **montant des travaux** s'entend du montant des travaux évalués mensuellement à partir des prix initiaux du marché, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux

Le **montant contractuel des travaux** est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.

Le **montant initial des travaux** correspond au montant du marché évalué au moment de sa notification.

Lorsque les quantités réellement exécutées - appliquées aux prix initiaux du marché et, le cas échéant, aux prix nouveaux - conduisent à l'atteinte du montant contractuel du marché, ce dernier peut faire l'objet d'un avenant.

Cette décision, qui prend la forme d'un avenant unilatéral au marché, permet au maître d'ouvrage d'augmenter le montant contractuel du marché jusqu'à 10% par rapport au montant initial. Cette modification est constitutive d'une clause de réexamen au titre de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Au-delà de 10%, la signature d'un avenant par les deux parties - justifié conformément aux articles R2194-2 et suivants du Code de la commande publique - est requise.

Si l'augmentation est supérieure à 25%, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

En l'absence d'avenant actant de l'augmentation du montant du marché, le titulaire doit interrompre les travaux lorsque les ceux-ci atteignent le montant contractuel.

5.6 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché, augmentée le cas échéant du montant des avenants, sera prélevée sur chaque acompte conformément à l'article R2191-34 du code de la commande publique.

Le titulaire peut remplacer cette retenue par une caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande, à condition de la constituer intégralement avant la remise de la demande de paiement du premier acompte.

Si cette garantie n'est pas constituée ou complétée à temps, la fraction de la retenue correspondant à l'acompte sera automatiquement prélevée. Toutefois, le titulaire peut, à tout moment pendant la durée du marché, remplacer la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article R. 2196-36 du Code de la Commande Publique.

En cas d'avenant, la caution personnelle et solidaire ou la garantie à première demande devra être constituée dans les mêmes conditions.

5.7 Paiement

5.7.1 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours conformément à l'article R. 2192-11 du code de la Commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre sur la plateforme Chorus Pro. Le point de départ du délai de paiement sera déterminé en application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique. Pour le solde, le délai de paiement commence à partir de l'acceptation du décompte général et définitif.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

5.7.2 Contenu des demandes de paiement mensuelles et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.1 à 12.2 du CCAG Travaux complétées par les précisions ci-après.

Tous les 30 du mois, les demandes de paiement mensuelles (factures) sont transmises de manière dématérialisée au maître d'œuvre sur le portail Chorus Pro.

Ce projet de décompte mensuel doit comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement mensuelles
Intitulé et numéro du marché
Numéro d'engagement juridique
Désignation des travaux réellement exécutés en distinguant : - Les travaux figurant au BPU et les quantités exécutées (périmètre initial du marché) ; - Les travaux supplémentaires ou modificatifs notifiés par ordres de service (en joignant l'OS à l'appui de la demande de paiement)
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des travaux
Montant de l'avance le cas échéant
Montant des approvisionnements le cas échéant

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

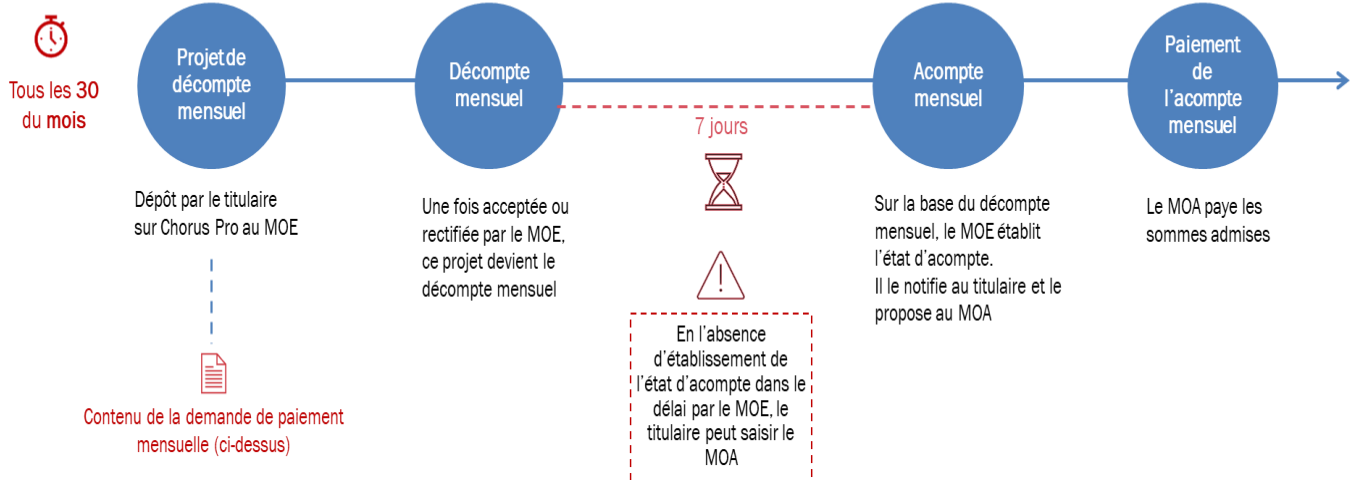
En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

5.7.3 Acomptes mensuels

Sur cette base et conformément aux dispositions des articles 12.2.1 à 12.2.3, le maître d'œuvre établit l'état d'acompte mensuel sur la base du modèle agréé par l'EPAEM et le projet de décompte mensuel devient ainsi le décompte mensuel.

Etant précisé que l'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur cet état d'acompte. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

Procédure de règlement des acomptes mensuels prévue par l'article 12.1 et 12.2 du CCAG Travaux



5.7.4 Projet de décompte final

Le projet de décompte final a vocation à retracer l'ensemble des sommes auxquelles peut prétendre le titulaire du fait de l'exécution du marché afin de permettre au maître d'ouvrage, s'il le souhaite, de rectifier ce projet dans le cadre de la procédure d'établissement du décompte général.

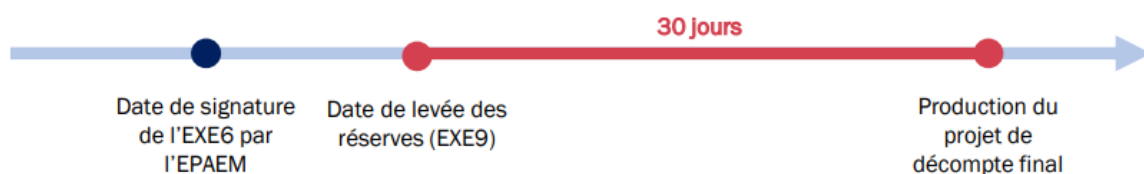
A ce titre, le projet de décompte final doit comporter les mêmes mentions que celles détaillées pour les projets de décompte mensuel à l'article 5.7.2 du présent CCAP et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Le cas échéant, il comporte également les éléments relatifs à des travaux supplémentaires ou à l'incidence financière de divers événements ayant retardé ou compliqué l'exécution du chantier. Dans ce cas, le projet de décompte final devra être accompagné d'un document explicatif des sommes ainsi sollicitées (« mémoire explicatif du projet de décompte final »).

Le titulaire doit transmettre son projet de décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des travaux.

Cette transmission s'effectue via le portail Chorus Pro à l'attention du maître d'œuvre et par courriel à l'attention du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, si la réception est prononcée sous réserves (article 41.5) ou avec réserves (article 41.6), le délai commence à partir de la date du procès-verbal constatant la levée des réserves (formulaire EXE 9).



5.7.5 Décompte général et définitif

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG Travaux, il sera fait application des dispositions suivantes.

5.7.5.1 Établissement du décompte général

Le maître d'œuvre élabore le projet de décompte général comprenant :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi selon les règles de l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Ce projet, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, devient le décompte général.

Si les valeurs finales des index de référence sont inconnus lors de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur notifie la révision des prix dans les 10 jours suivant leur publication. Cette date marque le début du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

5.7.5.2 Notification au titulaire

Le décompte général est notifié au titulaire, par le représentant de l'EPAEM, dans un délai de 40 jours après la remise du projet de décompte final au maître d'œuvre. En cas de retard, le titulaire peut adresser une mise en demeure, ouvrant un délai supplémentaire de 30 jours à compter de la mise en demeure avant de saisir le tribunal administratif en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.

5.7.5.3 Acceptation du décompte général et effets juridiques

A compter de la notification du décompte général, le titulaire dispose de 30 jours pour le signer (avec ou sans réserves) ou exprimer son refus motivé et l'adresser au représentant de l'EPAEM, avec copie au maître d'œuvre. En l'absence de retour ou de motifs détaillés dans ce délai, le décompte est réputé accepté et devient définitif.

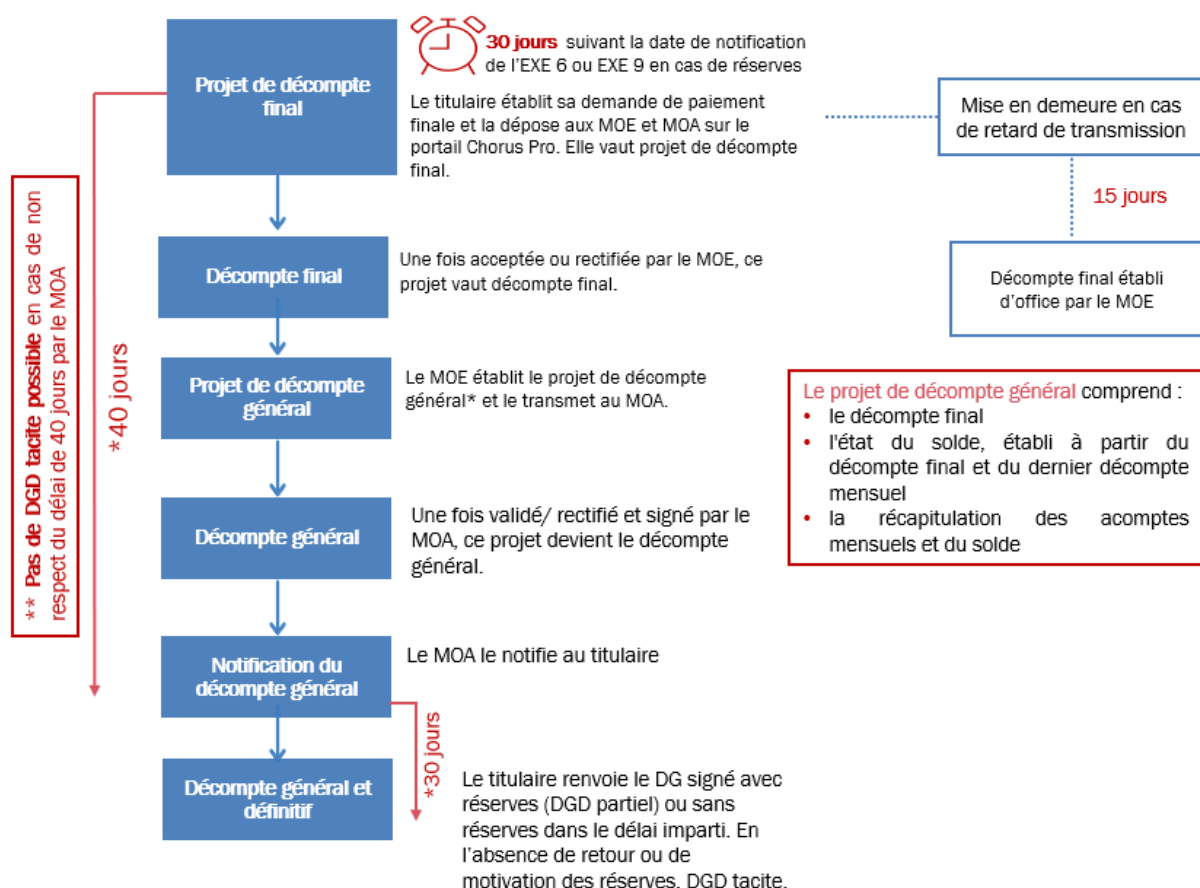
Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des révisions de prix et le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours fixé au présent article, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Lorsque le décompte général conduit à un dépassement du montant contractuel du marché, la validation du décompte par les deux parties doit être regardée comme constitutive d'un avenant au marché. Si l'augmentation est supérieure à 10% du montant initial du marché, celle-ci doit être justifiée par le maître d'ouvrage conformément aux articles R2194-2 et suivants du Code de la commande publique (cf. article 5.5 « augmentation du montant des travaux » du présent CCAP).

Procédure d'établissement du DGD telle que prévue à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux avec deux dérogations principales (**)



ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

6.1 Clause environnementale

Le marché comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental.

Celles-ci sont précisément détaillées à l'article 3.6 du CCTP Commun aux deux lots.

En outre, le titulaire s'engage à respecter ces engagements en faveur de l'environnement et figurant dans le mémoire technique. En cas de non-respect de ses obligations en la matière, il encourt l'application des pénalités prévues à l'article 3.2.3 du présent CCAP.

6.2 Clause d'insertion sociale

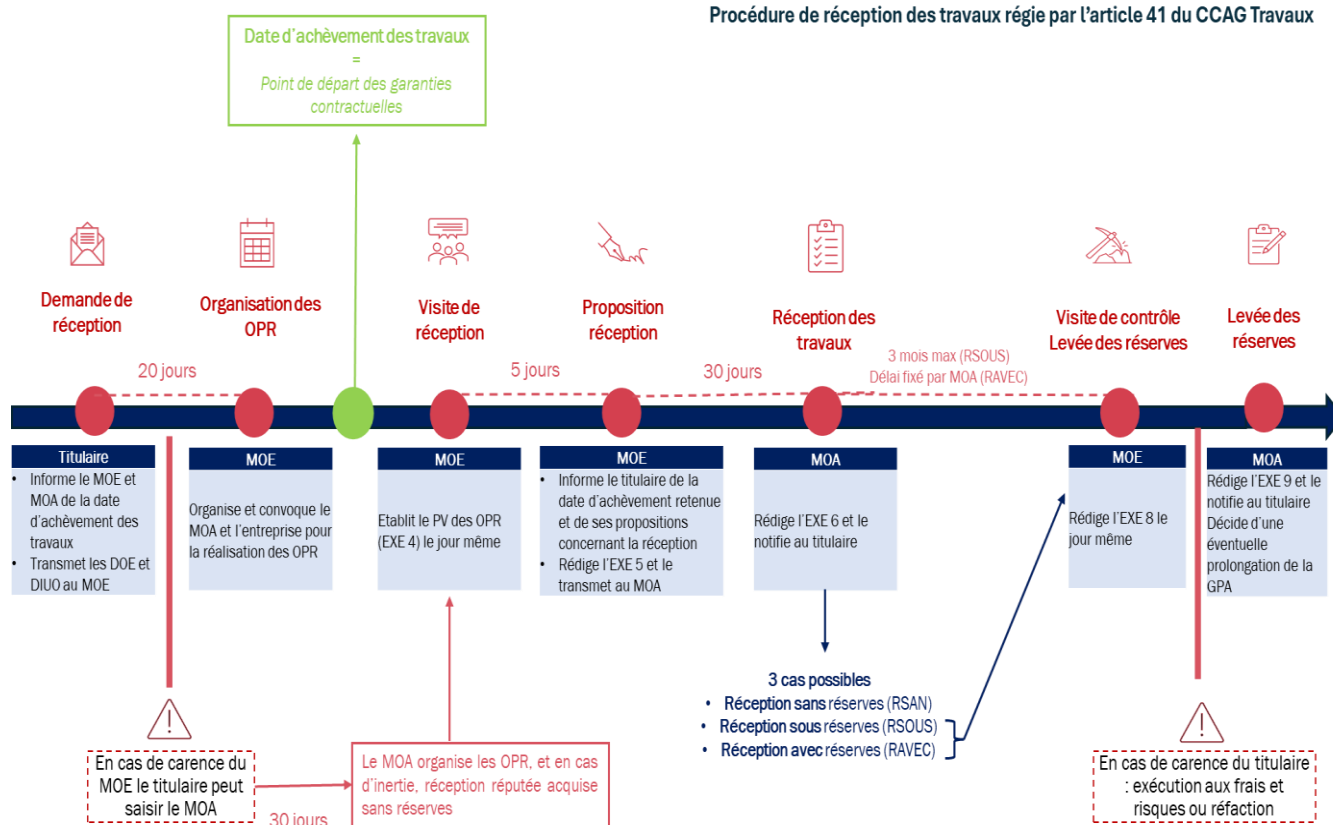
Euroméditerranée, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre les exclusions, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant une clause obligatoire d'insertion.

Les modalités de son application sont décrites en annexe du CCAP.

Le marché comporte également des conditions d'exécution à caractère social tels que décrits dans le mémoire technique du titulaire.

ARTICLE 7 – RECEPTION ET GARANTIES

Procédure de réception des travaux régie par l'article 41 du CCAG Travaux



7.1 Réception

7.1.1 Précision sur la réception : la réception globale le principe

Les opérations préalables à la réception ainsi que la réception seront réalisées dans les conditions prévues au CCAG travaux.

La réception, sans réserve, avec ou sous réserves, marque le début de la garantie de parfait achèvement (1 an).

Le titulaire doit transmettre les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE) et les documents pour le DIUO au moment de la demande de réception des travaux.

Si le maître d'œuvre constate une impossibilité avérée, l'EPAEM peut prononcer une réception sous réserve. La pénalité de retard trouvera alors à s'appliquer à compter de la date de remise recalée dans la décision de réception.

7.1.2 La réception partielle : l'exception

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de procéder à une réception partielle sur l'ensemble des lots.

La réception partielle constitue alors le point de départ de la garantie de parfait achèvement.

7.1.3 Travaux supplémentaires prescrit durant les OPR

Lorsque les OPR conduisent à la notification de travaux supplémentaires, ces derniers sont réceptionnés à l'occasion des opérations de levée de réserves, lorsque la réception de l'ouvrage a été prononcée avec ou sous réserves.

Si la réception a été prononcée sans réserve, la réception des travaux supplémentaires fait l'objet d'un constat contradictoire entre les parties. Les travaux supplémentaires sont réputés intégrés à l'ouvrage. Ils ne font pas courir de délai de garantie spécifique.

7.2 Garanties

7.2.1 Garanties contractuelles

7.2.1.1 Garantie de parfait achèvement

Les travaux sont soumis à la garantie de parfait achèvement, conformément à l'article 44.1 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai de garantie est acquise de plein droit et sans formalité jusqu'à la mise en conformité complète des travaux dont l'exécution a fait l'objet d'une mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'œuvre ou de l'EPAEM avant l'expiration du délai de garantie.

7.2.1.2 Garantie décennale

Durant dix ans à compter de la réception des travaux, le titulaire sera également responsable de plein droit des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement (y compris leurs accessoires), le rendent impropre à sa destination.

A ce titre, le titulaire garantit également l'étanchéité des ouvrages. Il doit effectuer à ses frais toutes recherches et réparations nécessaires en cas de défaut, qu'il soit lié aux matériaux, produits ou à ses conditions d'exécution.

Les ouvrages ne sont pas soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances. Cependant, conformément à l'article 8.1.2 du CCAG travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

7.2.1.2 Durée des garanties en cas de réception partielle

En cas de réception partielle, le maître d'ouvrage souhaite disposer d'une plage commune de garanties sur l'ensemble de l'ouvrage. Par conséquent, les garanties de parfait achèvement et décennale telles que décrites ci-après :

- Démarreront à compter de la date d'achèvement inscrite dans la décision de réception partielle ;
- S'achèveront 1 an/10 ans à compter de la date d'achèvement inscrite dans la dernière décision de réception partielle.

Ces dispositions constituent une dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

7.2.2 Garanties particulières

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux, les éléments de l'ouvrage suivants bénéficient de garanties particulières :

Eléments de l'ouvrage	Durée (ans)
Serrures de sûreté	3
Revêtements anti-graffiti	5
Peintures extérieures : protection des surfaces de matériaux ferreux	5 sur l'aspect et 10 sur la bonne tenue
Aspect des systèmes de protection des structures métalliques	5
Matériaux de type nouveau <i>Le titulaire garantit l'EPAEM contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par l'EPAEM après avis du maître d'œuvre.</i>	5
Matériel d'éclairage public et signalisation lumineuse tricolore <i>Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement du matériel d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore selon les conditions et les modalités de cette garantie détaillées dans les fascicules du lot 2.</i>	2
Défaut d'étanchéité <i>Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande de l'EPAEM, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'exécution.</i>	10

ARTICLE 8 – DIFFERENDS / LITIGES

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

ARTICLE 9 – RESILIATION

L'EPAEM a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs, dans les conditions mentionnées à l'article 50.1 du CCAG Travaux,
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux,
- soit pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux,
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'acheteur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux).

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, la résiliation peut être partielle (ne concerner que certains membres du groupement) ou totale (pour l'ensemble du groupement).

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG TRAVAUX auquel il est fait dérogation
Délai de réserves aux ordres de services	1.8	3.8.2
Montants et dispositif d'application des pénalités	3.2	19
Durée de la période de préparation	4.1	28.1
Procédure applicable en cas d'atteinte du montant contractuel des travaux	5.5	14
Délai de transmission du projet de décompte final	5.7.4	12.3.2
Procédure d'établissement du décompte général et définitif	5.7.5	12.4
Prolongation du délai de garantie de parfait achèvement	7.2.1.1	44.2
Durée des garanties contractuelles en cas de réception partielle	7.2.1.2	44.1
Garanties particulières	7.2.2	44.1
Résiliation	9	50

Annexe : contenu des prix

Les prix sont réputés les contraintes et caractéristiques inhérentes à la présente opération, à savoir :

Lot n°1 : VRD (réseaux, aménagements de surface...), Génie Civil, Terrassements, Mobilier

- L'établissement des documents contractuels nécessaires à la réalisation des travaux (études d'exécution / PAQ / PPSPS / Plans de retrait Amiante – HAP éventuels / Phasages) ;
- Les installations générales de chantier ;
- Les démolitions diverses et les dégagements des emprises ;
- Les déposes diverses de mobiliers, clôture, de signalisation et d'éclairage ;
- L'abattage et le dessouchage d'arbres et la protection de la végétation existante ;
- La signalisation de chantier ;
- L'éclairage et la Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT) provisoires ;
- L'établissement des DICT, le piquetage général des ouvrages et le piquetage spécial des ouvrages existants et des réseaux concessionnaires ;
- Les terrassements généraux ;
- Les remblais définitifs classiques et les remblais définitifs allégés y compris sujétions de drainages ;
- Le suivi des tassements du terrain naturel support du remblai ;
- L'ouvrage de renforcement de la conduite GAZ en franchissement du tunnel du métro ;
- Le remblai sous la dalle d'accès au PEM ;
- L'écran destiné à soutenir le remblai allégé sur Zoccola Ouest
- La réalisation des fondations profondes, y compris le calepinage précis par rapport aux réseaux existants des pieux de fondation profonde :
- La démolition des rampes d'accès au PEM,
- La dépose soignée des équipements de la passerelle existante,
- La démolition du génie civil sous la dalle d'accès au PEM ;
- La démolition de la passerelle béton existante d'accès au PEM, y compris dépose soignée des superstructures ;
- La construction des murs de soutènement le long de l'avenue Zoccola ;
- La construction des murs de soutènement sous la dalle d'accès au PEM ;
- La construction de la passerelle métallique d'accès au PEM y compris l'écran opaque et les gardes corps ;
- La construction de la volée d'escalier qui permet l'accès aux voies pour les pompiers depuis l'avenue Zoccola ;
- La réalisation des ouvrages provisoires et sujétions nécessaires à la protection du PEM et des voies RTM pendant les phases de travaux à proximité ;
- La réalisation des ouvrages provisoires et sujétions nécessaires au maintien de la protection pompier sur l'avenue Zoccola : déplacement des colonnes sèches, cheminement sécurisé entre les murs de soutènements, escaliers provisoires, mesures compensatoires etc...
- Tous les travaux de génie civil complémentaires ;
- L'escalier d'accès à la bande d'entretien des espaces verts en rive gauche du ruisseau des Aygalades ;
- La réalisation de couches de formes et/ou de structures des chaussées, stationnements, trottoirs et pistes cyclables ;
- La prise en compte des réseaux existants et leurs dévoiements ;
- La réalisation complète de toutes les déviations provisoires de circulation nécessaires à la réalisation des travaux ;
- La prise en compte des contraintes de réemploi et de tri des matériaux issu des déblais, telle que définie dans le CCTP ;
- La prise en compte des contraintes de réemploi et de tri des matériaux mis à disposition par le maître d'ouvrage pour la réalisation des remblais, telle que définie dans le CCTP ;
- La pose de bordures et de revêtements, sur voiries et trottoirs ;
- La réalisation de tous les génies civils des réseaux secs et humides en attente sur l'emprise du projet (éclairage, signalisation lumineuse tricolore, multitubulaire - vidéo, fibre optique -, réseau primaire d'arrosage, reprise et remise à la côte des ouvrages existants) ;

- Les massifs, (éclairage, SLT, équipements divers tels que panneaux) ;
- La réalisation de réseaux humides (pluvial), la déviation des réseaux assainissement et eau potable si nécessaire et les essais d'étanchéité ;
- La signalisation horizontale et verticale ;
- Le mobilier urbain et les équipements de sécurité ;
- Tous les travaux, fournitures et prestations nécessaires à la parfaite exécution du marché, conformément à la réglementation en vigueur et aux pièces du présent marché ;
- La réalisation de drains verticaux dans les sols en place pour limiter les tassements des sols compressibles ;
- La mise en place d'une couche drainante protégée par géotextile en interface des remblais et des sols en place pour collecter les drains ;
- Vérification des girations Bus, convois exceptionnels notamment M120 ;
- L'établissement des DOE ;
- La gestion des interfaces et de l'OPC avec les autres Lots.

Lot n°2 : Eclairage public, Signalisation Tricolore et Fibre Optique

- L'établissement des documents contractuels nécessaires à la réalisation des travaux (études d'exécution / PAQ / PPSPS) ;
- Les installations spécifiques de chantier Lot 2 ;
- La signalisation de chantier spécifique ;
- L'éclairage et la Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT) définitives sur massifs posés par le Lot 1 ou poteaux bois ;
- L'établissement des DICT, le piquetage général des ouvrages et le piquetage spécial des ouvrages existants et des réseaux concessionnaires ;
- L'établissement des DOE.

Lot n°4 : Serrurerie

- L'établissement des documents contractuels nécessaires à la réalisation des travaux (Etudes d'exécution / PAQ / PPSPS) ;
- Les installations spécifiques de chantier Lot 4 ;
- La signalisation de chantier spécifique de chantier Lot 4 ;
- Les études d'exécution spécifique Lot 4 ;
- Les déposes de serrurerie à l'exception des équipements sur la passerelle existante ;
- Gardes Corps Zoccola, Cap Pinède, Bachas ;
- Clôture rigide définitive parvis SOGIMA ;
- Portails du PEM ;
- Portillons pompiers Zoccola du PEM ;
- Portillon Bachas ;
- Portillon d'accès à la bande d'entretien rive gauche du ruisseau des Aygalades ;
- Les caillebotis ODDO ;
- La porte accordéon du PEM sur l'accès Nord-Ouest ;
- Les ganivelles sur le mur Sud de l'ouvrage de jonction MS7 et le mur de soutènement qui le jouxte ;
- Les portes de l'issue de secours et du local technique du PEM,
- La cheminée d'évacuation de l'air vicié du bassin d'orage,
- L'établissement des DICT, le piquetage général des ouvrages et le piquetage spécial des ouvrages existants et des réseaux concessionnaires ;
- L'établissement des DOE spécifiques Lot 4.

Pour tous les lots, il convient également de préciser que :

- le Titulaire est considéré avoir pris connaissance complète et entière du terrain existant et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et de possibilité de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- le Titulaire a apprécié toutes les difficultés inhérentes au site, notamment la circulation importante de poids lourds et de Bus ;
- le Titulaire a contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises.
- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telle qu'elle figure aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions ou omissions de détail que pourraient éventuellement présenter ces pièces, le Titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées, les compléter par toutes les prestations annexes et de détail nécessaires à une parfaite finition dans les règles de l'art, qui ne sont pas décrites ou mentionnées dans les documents de son marché ;
- la concomitance avec la réalisation de marché de travaux qui se dérouleront en parallèle, notamment :
 - Le chantier de couverture du ruisseau des Aygalades,
 - Le chantier d'aménagement du PEM,
 - Le chantier de travaux des secteur 1 et 2 de travaux de requalification de l'Axe Cap Pinède Capitaine Gèze,
 - Le chantier de la phase 2 du Tramway Nord TN2,
 - Le chantier d'aménagement du quartier des Crottes,
 - Les travaux connexes GEZE01, GEZE 02, UNITEL,
- le titulaire a intégré dans son offre les couts liés aux interruptions de travaux ou modifications de planning qui seraient consécutives au planning d'intervention des concessionnaires qui interviennent pour la déviation provisoires ou définitives de réseaux existants ;
- le titulaire a intégré dans son offre les coûts liés au phasage complexe des travaux, aux nombreuses phases provisoires nécessaires,
- le titulaire a intégré dans son offre les couts liés aux temps de tassement des remblais et du sol support des remblais jusqu'à l'atteinte de la limite 2 cm de tassement différé,
- le titulaire a intégré dans son offre les couts de maintien de la circulation routière et des cheminements piétons existants dans le respect de la réglementation,
- le titulaire a intégré dans son offre les couts liés au maintien des accès pompier notamment pour le PEM et le tunnel du métro ;
- le titulaire a intégré dans son offre les sujétions liées aux travaux à proximité du PEM et des voies métro en activité : travaux de nuit, phasage particulier, protection des voies et des quais sans que cette liste soit limitative ;